

CHAPITRE VIII

M. de Gramont ministre. — La lettre des princes d'Orléans au Corps législatif. — La révolution en Espagne. — Rétablissement de la royauté. — Prim. — La candidature Hohenzollern. — Rivalité de la Prusse et de la France. — L'Allemagne. — État des esprits en Prusse. — La déclaration de M. de Gramont. — M. Émile Ollivier. — Luittes diplomatiques. — M. Benedetti. — Déclaration de guerre. — Le Sénat, le Corps législatif et les boulevards. — Le traité secret relatif à la Belgique. — Déclaration officielle de la guerre. — Documents.

Depuis la fin de mai 1870, M. de Gramont remplaçait M. Daru au ministère des affaires étrangères. En même temps que M. de Gramont, M. Mége prenait le portefeuille de l'instruction publique, et M. Plichon celui des travaux publics.

Ceux des esprits versés dans la connaissance du personnel politique ne se dissimulaient point que l'arrivée de M. de Gramont aux affaires ne fût quelque peu belliqueuse. Le duc Agénor-Alfred de Gramont, duc de Guiche et prince de Bidache, ancien ambassadeur de France à Rome pendant la campagne d'Italie, et ambassadeur à Vienne durant la campagne d'Autriche, avait gardé de ces années fiévreuses une certaine ivresse de poudre, et une véritable aigreur contre la diplomatie prussienne. Il avait en effet reçu les ovations du peuple de Rome après Magenta et Solferino et il avait vu les angoisses de la cour d'Autriche avant Nachod et Sadowa. Double raison pour aimer la guerre et pour la vouloir contre la Prusse.

Mais qui pouvait penser que la guerre sortirait si rapidement, si brutalement, de la situation nouvelle faite à l'empire? Sans doute, la politique bonapartiste rencontrait encore des obstacles, et tout n'allait pas au gré des désirs de Louis-Napoléon. C'est ainsi qu'un incident inattendu, arrivant sous forme de lettre au président du Corps législatif, agita un moment le monde politique. La pétition des princes d'Orléans demandant à rentrer en France causa à la Chambre une émotion assez vive, et au gouvernement impérial une inquiétude assez profonde. Quels étonnants et instructifs rapprochements nous offre l'histoire! Tour à tour elle nous montre encensés et puissants des gens qu'elle nous fera voir ensuite suppliants et tombés! Elle condamne aux mêmes aventures et comme aux mêmes peines les vainqueurs d'hier devenus les vaincus de demain. Un jour du mois de mars 1834, un des frères de Napoléon I^{er}, l'ex-roi d'Espagne Joseph, demandait à rentrer en France. Reniant énergi-

quement les tentatives faites à Boulogne et à Strasbourg par son neveu Louis Bonaparte : « Les héritiers de Napoléon, disait-il, renonceraient pour toujours au bonheur de respirer l'air de la patrie, s'ils pouvaient penser que leur présence dût y porter le moindre trouble. » Sincère ou non, Joseph se vit rejeté dans le bannissement. Plus tard, Victor Hugo devait plaider, à son tour, devant la cour des Pairs, la cause des Bonaparte exilés.

Et près de vingt années après, la famille bannie de Louis-Philippe venait demander, comme jadis la famille Napoléon, le droit de respirer l'air de la patrie. La demande des d'Orléans était d'ailleurs empreinte de dignité, et les princes n'avaient garde de s'incliner devant l'homme qui les avait dépouillés de leurs biens.

Cette lettre était datée de Twickenham, 19 juin, et signée de Louis-Philippe d'Orléans, comte de Paris, François d'Orléans, prince de Joinville, Henri d'Orléans, duc d'Aumale, et Robert d'Orléans, duc de Chartres. Elle se terminait par le paragraphe suivant :

« Ce n'est pas une grâce que nous réclamons, c'est notre droit, le droit qui appartient à tous les Français, et dont nous sommes seuls dépouillés.

« C'est notre pays que nous redemandons, notre pays que nous aimons, que notre famille a toujours loyalement servi; notre pays dont aucune de nos traditions ne nous sépare, et dont le seul nom fait toujours battre nos cœurs; car pour les exilés rien ne remplace la patrie absente. »

La lettre envoyée au conseil des pétitions, la commission se prononçait, à l'unanimité moins une voix, pour l'ordre du jour pur et simple. Lorsque le discours eut lieu, les conclusions de la commission furent adoptées, malgré un discours vraiment ému de M. Estancelin et les observations de M. de Piré. La gauche vota pour l'annulation de la loi de bannissement. Mais la majorité, toute puissante alors, n'en condamna pas moins à l'exil les



W. L. W. W. W.

signataires de la lettre de Twickenham, et cela au nom et sous le règne d'un exilé devenu empereur.

Presque en même temps, la reine Isabelle, chassée d'Espagne par la colère et la justice populaires, répondait au vote des royalistes, en abdiquant en faveur du prince des Asturies, son fils. Cette cérémonie puérile avait lieu le 25 juin, à l'hôtel Basilewski.

En présence de quelques fidèles, Isabelle II li-

sait un manifeste au peuple espagnol dans lequel elle expliquait les motifs de sa résolution. On donnait ensuite connaissance aux assistants de l'acte d'abdication, qui proclamait le jeune prince des Asturies roi de toutes les Espagnes, sous le nom d'Alphonse XII. Vains et impuissants efforts pour rétablir sur le trône d'Espagne ces Bourbons dont la dernière souveraine avait solennellement donné l'exemple de l'injustice et du scandale.

Cependant, les regards se tournaient depuis

quelques mois vers la Péninsule, comme si on eût pressenti que, de ce côté, allait surgir, se former quelque orage. La Péninsule avait assisté depuis quelques mois, à bien des événements ou bizarres ou tragiques. L'Espagne avait vu le duc de Montpensier foudroyer, en duel, d'un coup de pistolet, Henri de Bourbon, ce prétendant d'aventure. Le Portugal s'était éveillé, un matin, au bruit d'une révolution intime, presque souriante, où le vieux maréchal Saldanha avait fini, en moins d'une heure, par devenir le meilleur ami d'un roi qu'il venait détronner. Mais l'événement capital de ces derniers temps, c'était le vote des cortès espagnoles rétablissant la royauté, malgré les efforts de cette minorité républicaine qui comptait des éloquences ou des énergies comme Castelar et comme Garrido.

La royauté était donc rétablie, en principe, dans cette malheureuse Espagne déchirée, lacérée, blessée, toujours retombant plus meurtrie après les efforts sanglants qu'elle faisait pour se relever. Mais le principe de la royauté étant admis, restait à savoir qui serait roi. L'Espagne se mit en quête. Prim, ce Warwick de hasard, — ce faiseur de rois, qui ne souhaitait sacrer qu'un seul roi, lui-même, — ce militaire intrépide, général audacieux, mais louche politique, Prim devait se charger de trouver à l'Espagne un souverain. Il le voulait tel qu'on pût facilement gouverner et garder la puissance à l'ombre du trône et sous un fantôme de roi. Déjà il avait été question de la candidature au trône d'Espagne d'un prince de la maison de Hohenzollern-Sigmaringen, parent du roi de Prusse, et, justement aussi, parent de l'empereur des Français (1). Sur les instances du roi de Prusse, un tel projet avait déjà été écarté par Léopold de Hohenzollern et son père. Le prince Léopold, ce candidat au trône espagnol, était donc modestement demeuré ce qu'il était, major à la suite du premier régiment de la garde à pied du roi de Prusse. On l'avait ensuite oublié, et la diplomatie française n'avait témoigné aucun mécontentement trop vif de ces pourparlers. Tout à coup, on apprend, dans les premiers jours de juillet, que la candidature abandonnée du prince

(1) Le prince Charles-Antoine-Joachim de Hohenzollern, père de Léopold de Hohenzollern, et qui restera dans l'histoire sous le nom de *père Antoine*, que lui donnèrent les plaisants, est fils du prince Charles-Antoine-Frédéric et de la princesse Antoinette-Marie, née Murat. Léopold de Hohenzollern était donc, le petit-fils d'une Murat, et par conséquent, cousin de Napoléon III.

Je trouve dans un livre, écrit en Belgique par un écrivain tout dévoué à la Prusse, M. O. Leconte, ce renseignement : Le prince Frédéric de Hohenzollern paraît avoir d'abord été pris en considération comme candidat au trône d'Espagne. Le choix étant connu du gouvernement des Tuileries fut accepté parce que, suivant des bruits, l'impératrice Eugénie espérait marier ce prince à une de ses parentes. Malheureusement ce projet de mariage ne souriait pas aux gouvernants de l'Espagne et leur fit préférer la candidature du prince Léopold, marié à une fille de l'ex-roi Ferdinand de Portugal. Voy. la *Guerre franco-allemande*, par Leconte, page 1.)

Léopold de Hohenzollern est reprise par certains hommes d'État espagnols, et qu'il est certain que le général Prim a obtenu la promesse du prince Léopold. Ce fut le *Journal des Débats* qui donna avis au public de cette intrigue diplomatique, intrigue que ne soupçonnaient ni notre ambassadeur à Madrid, ni notre ambassadeur à Berlin. « Une nouvelle grave nous arrive aujourd'hui de Madrid, disait M. Lemoine. Une députation, envoyée en Prusse par le maréchal Prim, a offert la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern qui l'a acceptée. Cette candidature serait proclamée en dehors des Cortès. »

Il y eut, il faut bien le reconnaître, un certain froissement du sentiment français, mais le sentiment se montra en réalité beaucoup plus hostile à nos chargés d'affaires qu'à ce prince prussien faisant son métier de chercheur de trône. On se sentit humilié de voir à quelles mains étaient confiées, à l'étranger, les destinées de la France. Puis, disons tout, on croyait retrouver là la politique, l'intrusion directe de M. de Bismarck. Depuis la campagne de 1866, depuis la bataille de Sadowa, la France et la Prusse se regardaient avec une expression singulière de défiance et de colère. La France ou plutôt le gouvernement qui dirigeait alors la France, ne pardonnerait pas à M. de Bismarck son adresse, et la façon prodigieusement habile, dont il avait joué l'empereur depuis leur entrevue de Biarritz. En outre, le gouvernement français ne voyait point sans crainte se former, à ses côtés, sur sa frontière, cette Allemagne une et forte qui allait devenir un danger pour notre patrie.

Était-ce bien un danger? Oui, certes, si l'on prétendait empêcher ce voisin devenu puissant d'agir librement dans son unité et sa vigueur. Non, si l'on savait, par une politique loyale et pacifique, lui inspirer confiance et faire disparaître sa vieille haine née d'une séculaire terreur. L'Allemagne évidemment nous haïssait. Elle avait conservé depuis 1806, que dis-je? depuis les campagnes de Louis XIV, depuis l'incendie du Palatinat par nos soldats, depuis Mélac et Louvois, une sourde colère contre les Français, ses vainqueurs. Iéna avait ajouté à son courroux, et Waterloo en avait ôté peu de chose. La victoire de Blücher ne suffisait pas à la Prusse. Il faut pour se rendre compte de tout ce que peut garder de rancune aigrie comme une liqueur au fond d'un vase, il faut, pour mesurer tout ce que contenaient de colère les cœurs allemands, se rappeler de quelle façon les étudiants de Berlin avaient répondu aux étudiants de Strasbourg, lorsqu'en 1867, la question luxembourgeoise renaça un moment de faire naître entre la France et la Prusse un conflit armé (1).

(1) Les étudiants de Strasbourg avaient envoyé une adresse fraternelle et pacifique aux étudiants de Berlin. Ceux-ci ré-

La réponse des jeunes gens de l'Université de Berlin contient l'expression violente de la plus âpre haine. Elle n'est point d'ailleurs le seul exemple de brutale fureur que nous ait offert l'Allemagne en ces dernières années.

Lors de la guerre d'Italie, les habitants de Kehl promenaient dans leur grande rue, presque sous les yeux des Strasbourgeois, un porc habillé en soldat français et le brûlaient en plein air, dansant

pondirent par le factum suivant traduit à cette époque par le *Courrier de Strasbourg* :

AUX ÉTUDIANTS DE STRASBOURG.

Il ne peut pas convenir à la *Bursenschaft* allemande de prêcher la paix dans un moment où nous avons dû l'achever par de nouvelles humiliations de notre patrie, dans un temps où de la France nous sont venus de nouveaux opprobres, où nous avons été menacés de nouvelles usurpations de territoires allemands.

Nous ne voyons pas que votre adresse, beaucoup trop vague, soit opportune quant au cas pratique de la question dite du Luxembourg. Comme pour nous, comme pour tout honnête homme qui sait distinguer le TIEN et le MIEN, ce n'est pas du tout une question que celle-ci, que le grand-duché de Luxembourg, aussi bien que le Slesvig-Holstein, aussi bien qu'autrefois l'Alsace, est un pays allemand, une propriété imprescriptible de la nation allemande, et les derniers événements ne peuvent avoir rien changé à ce bon droit. Nous, Allemands, nous sommes un peuple pacifique, et non un peuple avide de conquêtes. Mais nous voulons garer ce qui nous appartient et nous garer des voleurs.

Nous regardons comme trahire à la patrie et à la nation tout Allemand qui, pour éviter une guerre défensive qui serait faite pour repousser des prétentions éhontées, serait d'avis d'évacuer un pays allemand en conseillant une paix honteuse.

Pour ce qui est du point de vue auquel vous, étudiants de Strasbourg, vous vous placez pour vous adresser à nous, nous avons déjà signifié plus haut que ce point de vue, nous ne saurions l'approuver; mais, bien plus, nous devons dire que ce point de vue nous blesse profondément.

Vous, habitants de l'Alsace, vous nous parlez comme Français, et cependant vous portez pour la plupart des noms allemands; vous êtes de race allemande; vous êtes les petits-fils de ces *Allemanen* qui, pendant un millier d'années, ont montré en Alsace qu'ils ne formaient pas le rejeton le plus mauvais de la race allemande; de ces *Allemanen* qui, à travers notre histoire, se sont élevés dans la littérature, dans l'art, aussi bien qu'en puissance, dans une communion tout intime avec nous. Pendant mille ans, l'Alsace fut une partie indépendante et glorieuse de notre nation, une forteresse avancée du droit allemand, forteresse élevée contre ce peuple voisin, ces *Velches* (race romane) qui ne peuvent rester en repos.

Mais qu'est devenue cette Alsace? Aujourd'hui elle n'est pas autre chose qu'une province sous le joug, où l'on arrache toute vie libre et indépendante, avec la langue et les mœurs allemandes, dépendante de Paris, méprisée des vrais Français, qui vous appellent « ces grosses bêtes d'Alsaciens! » Vous êtes des sujets de la France, mais êtes-vous pour cela des Français de nationalité? Êtes-vous du jour au lendemain de Germains devenus Romains?... Rien que deux siècles, — ô honte! — ont suffi pour vous faire oublier une histoire de mille ans, pour vous faire oublier comment l'Alsace, comment Metz, Toul et Verdun, comment Nancy sont devenus français.

Est-ce que le *Rhin Allemand*, votre cathédrale, es chants l'Allemagne, si vous êtes encore capables de les comprendre, ne vous crient pas chaque jour : « Vous êtes Allemands? » Vous voulez, coûte que coûte, être Français, et vous chantez à votre honte : « O France, ô ma patrie! » au lieu de notre refrain : « Allemagne, Allemagne, au-dessus de tout, au-dessus de tout le monde! » Nous vous disons : Reconnaissez-vous vous-mêmes.

et répétant leurs *vaterland's lieder*. Lorsqu'en cette même année 1859, au lendemain de Magenta et de Solferino, la France tenait l'Autriche au bout de son épée, l'Allemagne se sentit frappée dans ce membre de la Confédération, et ses antiques fureurs se rallumèrent. Un poète dont le nom était Arndt, ou qui prit ce vieux nom de poète ennemi de la France, poussa le cri que répéta l'Allemagne entière :

« L'orage de la guerre a retenti, les Français veulent l'avoir encore, notre Rhin. Allons, mon Allemagne, lève-toi comme un seul homme. De toutes les montagnes et de toutes les vallées, répands la crainte et la terreur, dous sanglants, et que ce cri retentisse partout : Au Rhin! Au Rhin! Que l'Allemagne tout entière déborde sur la France! « Ils le veulent. Secoue-toi, patience allemande! Éveille-toi des rives du Belt à celles du Rhin. Nous avons à réclamer de vieilles dettes. Allons, Français, debout! Nous voulons, dans le jeu des épées et des lances, danser avec toi la danse sauvage et sanglante. Le cri retentit : Au Rhin! Au Rhin! Que l'Allemagne tout entière déborde sur la France! »

« Ah! mon Allemagne, libre, unie, en avant! nous voulons leur chanter une petite chanson, et reprendre ce que leur maligne fraude nous a enlevé : Metz, Strasbourg et la Lorraine! Oui! vous rendez gorge! commençons donc le combat, au dernier sang. Le cri retentit : Au Rhin! Au Rhin! Que l'Allemagne tout entière déborde sur la France! »

« En avant, mon Allemagne, libre, unie, en avant! Ils veulent la guerre, ils l'auront. Allons, rassemble tes forces, lève-toi comme un seul homme. Le cri a retenti : Au Rhin! Au Rhin! Que l'Allemagne déborde sur la France! » Voilà où en étaient les Prussiens en 1859. Au lendemain de Sadowa et jusqu'en 1870, ce fut pis encore. Nous étions pour eux l'adversaire absolu de l'unité allemande, la seule puissance qui pût s'opposer aux projets des patriotes germains. Là-dessus, M. le baron Stoffel, attaché militaire à Berlin, nous donne dans ses rapports, de très-importants renseignements lorsqu'il nous retrace, pris sur le vif, le tableau de l'esprit publié en Prusse vers 1868 (1).

« ... Aujourd'hui, dit-il, la France, loin d'exciter aucune sympathie en Prusse, y est, au contraire, un objet de haine pour les uns, d'envie pour les autres, de méfiance et d'inquiétude pour tous.

« J'insisterai principalement sur ce sentiment général d'inquiétude et de maladresse, qui nous aliène toute la Prusse, et qui est la conséquence fatale des événements de 1866. Le malaise y est peut-être plus profond qu'en France : chacun sent, d'une façon plus ou moins vague, que l'état de choses actuel n'est que provisoire, le doute et la crainte

(1) Voyez les *Rapports militaires écrits de Berlin* (1866-1870), par le colonel-baron Stoffel. (In-8, 1871.)